



Les différents capitaux d'un territoire

Stocks et flux, des notions qui dépassent le seul cas de l'entreprise. L'accumulation temporelle aussi bien en positif qu'en négatif. Le territoire, lieu de construction des capitaux à long terme. Exemple des structures urbaines, des grands paysages, du parc de logement. Les capitaux apparents : capital matériel, capital naturel, capital humain. Des chasseurs cueilleurs aux agriculteurs et aux urbains : l'anthropocène. Une société devenue responsable de l'évolution des grands équilibres planétaires.

J'ai déjà eu l'occasion, pour souligner l'importance que j'accorde à la gouvernance territoriale, de vous parler de la revanche des territoires, de dire pourquoi et comment des acteurs qui, historiquement, semblaient de plus en plus marginalisés, hors d'échelle avec l'évolution des sociétés vers un système globalisé, redevenaient paradoxalement des acteurs de premier rang. J'ai dit que cette revanche des territoires était liée au fait que c'étaient les acteurs collectifs les mieux placés pour conduire la transition vers des sociétés durables avec ce que cela impliquait de liens entre l'économie, la société et la gestion des écosystèmes. On va maintenant approfondir cette question de la place des territoires dans l'action économique, de la place des territoires dans l'évolution de nos modèles de développement. Il faut commencer par lever deux ambiguïtés. La première, c'est la réduction de cette réflexion à l'action économique des municipalités et plus encore à l'idée d'équipements nouveaux. Une petite anecdote, j'avais été consulté, il y a une vingtaine d'années de cela, par la Région Ile-de-France sur la réforme de son schéma directeur. Et ce qui m'avait frappé rapidement, c'est que dans les documents qui formaient le substrat intellectuel de ce schéma directeur, je ne trouvais rien sur les flux énergétiques en Ile-de-France. Ça me paraissait surprenant. J'en avais fait l'observation et les gens m'avaient dit : attends, écoute, ça n'est pas ça le problème. Le problème, ce sont les technopôles. En d'autres termes, de même qu'on réduisait, il y a 40 ans, l'action économique des collectivités territoriales à la création de zones industrielles, on en a fait une version modernisée, la création de technopôles et comme ça on sera à la pointe de l'innovation technologique. Mais ces questions de flux énergétiques, il y a vingt ans seulement, paraissaient comme sans rapport avec l'action publique et l'action des municipalités !

Pourquoi s'intéresser à l'action économique des collectivités territoriales ? C'est précisément parce qu'elles sont aux premières loges de la *réinvention d'un modèle économique*. Une telle affirmation suscite évidemment une réaction immédiate de scepticisme : comment nous, à notre petite échelle, alors que nous voyons se déployer des firmes multinationales, alors que nous voyons se déployer des banques d'envergure mondiale, alors que les logiques d'accumulation de profits sont à l'évidence des moteurs formidables, au même titre que l'évolution des sciences et des technologies, que peut on attendre de moi pour repenser ce modèle économique ? Or, c'est pourtant exactement ce dont il s'agit et c'est devenu une question centrale de la gouvernance territoriale.

Pour y voir clair, il faut commencer par s'interroger sur ce que peut être l'économie au vingtième siècle. Parce que si tout le monde ou presque s'accorde pour dire : notre modèle de développement économique nous emmène dans le mur, notre modèle économique est dépassé, on constate que les gens si loquaces pour dresser des diagnostics alarmistes deviennent étrangement silencieux quand il s'agit de dire par quoi on va le remplacer ! Je crois que tout le monde a compris maintenant qu'il ne suffisait pas de dire : ma pauvre dame, tout ça c'est le profit, tout ça c'est le capitalisme, pour trouver un système viable au vingtième siècle. Qu'est-ce que c'est que l'économie du vingt et unième siècle ? Qu'est-ce que c'est que la transition vers cette économie ? Ce que j'appelle, et vous allez comprendre pourquoi le *grand retour en avant*, c'est que la question à laquelle est confrontée l'humanité aujourd'hui et quelque territoire que ce soit est confronté à sa manière à la même question, c'est d'assurer le bien-être de tous dans le respect des limites de la planète. Si chacun s'accorde à décrire un système en crise aujourd'hui, c'est parce

qu'il ne trouve son équilibre que dans une fuite en avant dans la création permanente de nouveaux besoins et que plus ce modèle de développement s'exporte dans le monde entier et plus le fossé est béant entre ce qu'il faudrait comme ressources pour faire continuer à fonctionner le modèle et les ressources de notre pauvre et unique planète. Bien entendu, à l'occasion de la Conférence des Parties, la COP21 qui va avoir lieu à Paris en décembre 2015, on va avoir une abondance de discours pour expliquer qu'il y a un problème et qu'il faut changer notre modèle. Vous vous souvenez peut-être du discours du Président français à Johannesburg, très belle envolée lyrique, : « la maison brûle et nous regardons ailleurs ! ». Le même Président français, à peine remonté dans l'avion, regardait lui-même ailleurs se demandait comment on allait relancer la croissance, lutter contre le chômage, obtenir de l'énergie fossile à moindre coût, etc. etc.

Créer du bien-être pour tous dans le respect des limites de la planète, avec ce que ça implique comme équité entre les différents peuples du monde, dans l'accès à ces ressources rares, c'était typiquement le problème de l'économie avant la révolution industrielle. De tout temps, ça a été la question centrale des sociétés. Comment créer du bien-être pour tous dans le respect des limites de l'environnement ? Evidemment, à l'époque où on vivait repliés sur un village, sur un pays ou sur une vallée comme l'Egypte ancienne, ce qu'on appelait les ressources étaient les ressources locales de fertilité des sols, d'eau, d'énergie. Bien entendu tout cela s'est unifié et il faut parler de gestion globale de ces ressources. C'est ce que l'on a à inventer. C'est ce que l'on a à mettre en place. Comment nos anciens appelaient ça ? D'un mot très simple : *l'oeconomie. L'art de créer des règles pour gérer le foyer commun.* Le grand retour en avant, c'est d'inventer avec nos moyens modernes, Internet, les technologies les plus modernes, la nouvelle économie. Et les territoires vont y jouer un rôle absolument décisif. Pour cela, il faut pour toute organisation humaine se demander : *quels sont les capitaux à disposition ?* Est-ce qu'un capital, c'est une question purement d'économie capitaliste ? Non. On parle dans une famille de capital culturel, de choses qui ont été accumulées, qui ne se traduisent pas en argent, mais en capacité à transmettre aux enfants des valeurs, une manière de penser, des systèmes de relations. On parle de capital familial, ce qui a été accumulé par nos grands-parents, nos parents, nous-mêmes que l'on espère transmettre à nos enfants comme point d'appui pour vivre mieux. On le connaît bien dans les familles à propos du logement par exemple. Toute communauté humaine se caractérise par un certain nombre de capitaux qui vont être les points d'appui grâce auxquels agir. La question de la distinction entre les capitaux, ce que l'on a accumulé au fil du temps et les flux, ce que l'on mobilise et ce que l'on consomme chaque année, se pose partout : dans une ferme, dans une ville ou dans une entreprise. Au moment où un territoire doit se demander comment participer activement à ce retour en avant, il doit se demander de quels capitaux il dispose ? Et du coup, quel capital il léguera aux successeurs. Parce que dans toute communauté humaine, la question : qu'est-ce qu'on léguera à nos successeurs est vitale. Dans les familles, c'est central. Vous vous souvenez, on apprenait à l'école la formule de Louis XV : après moi, le déluge. On retrouve la même chose dans les familles quand une génération dilapide le patrimoine patiemment accumulé. On peut trouver la même chose à l'échelle d'une ville. La question de la compréhension des capitaux dont on dispose et de la volonté pour une communauté de transmettre à la génération d'après des capitaux meilleurs est une question qui se pose partout, mais encore faut-il décrire quels capitaux.

J'en suis venu à distinguer quatre types de capitaux et je crois que leur distinction est très importante. Bien entendu, le plus visible pour une communauté territoriale, pour un Territoire, c'est le capital *matériel*. Des routes, des réseaux, des logements, des usines. Les uns et les autres sont plus ou moins adaptés aux besoins de demain, mais ils sont la traduction la plus visible de cet effort d'accumulation caractérise nos villes européennes par rapport à d'autres régions du monde où, quand on débarque, on a l'impression mon Dieu que tout le monde est obligé de vivre dans le provisoire, construire quelque chose d'infiniment précaire et que rien ne sera transmis. Chez nous, les villes sont un formidable capital matériel à transmettre. Deuxièmement, bien entendu, capital naturel. On y était relativement peu attentif, il y a encore une cinquantaine d'années. Maintenant, dans pratiquement tous les territoires en France, on se soucie de mesurer la qualité des écosystèmes : qualité des écosystèmes agricoles, urbains et périurbains, même de la biodiversité en ville. Vous connaissez tous cet effort pour réintroduire de la biodiversité en ville. Au point que maintenant, la biodiversité en ville est supérieure à la biodiversité dans un milieu rural dominé par une agriculture intensive. C'est la qualité des eaux. C'est la qualité de l'air. C'est la gestion de l'écosystème. Evidemment, il y a des choses qui sont de l'ordre du flux, on le sait bien. Si on pollue une rivière, ce n'est pas bien. On tue des poissons, mais on va récupérer l'année d'après assez rapidement. Si on pollue les nappes phréatiques, dans cinquante ans, on aura encore droit aux

résidus de pesticides ou de PCB ou de ce que vous voudrez. La notion de capital naturel qui était un peu étrange, un peu saugrenue, il y a cinquante ans, est devenue une évidence. Troisième capital relativement évident, le capital humain. L'économie moderne fait appel à une très grande diversité de talents et de compétences. L'existence dans une ville donnée, sur un territoire donné, dans une région donnée, de cette diversité de savoir-faire est très importante. Ça ne se réduit pas à un taux de diplômés, c'est effectivement la capacité à mobiliser des ressources humaines. La première question que va se poser une nouvelle activité économique, sauf si c'est seulement une pure usine de production est de savoir : de quel capital humain vais-je disposer ? Là-dessus, les Collectivités territoriales peuvent avoir des stratégies à long terme, privilégier des savoirs et des professions, réorienter des formations, etc. Mais ça ne reste qu'une somme de compétences individuelles. J'en viens à ma quatrième catégorie de capital, qui est ce que j'appelle quelquefois le capital caché : le capital immatériel.

